

PROJET DE LOI No 100 . DU . / /2022 PORTANT RATIFICATION PAR LA
REPUBLIQUE DU BURUNDI DE L'AMENDEMENT DE LA CONVENTION SUR LA
PROTECTION PHYSIQUE DES MATIERES NUCLEAIRES

EXPOSE DES MOTIFS

1.Introduction

- La Convention sur la protection physique des matières nucléaires a été adoptée le 26 octobre 1979, à Vienne en Autriche sous les auspices de l'Agence Internationale de l'Energie Atomique (AIEA) Elle est entrée en vigueur le 8 février 1987 ,
- son amendement a été adopté le juillet 2005, à Vienne en Autriche Elle est en vigueur depuis le 8 mai 2016 ,
- L'amendement n'est pas un traité distinct de la Convention et, en vertu de l'article 20 de la Convention, il est soumis a la ratification ,
- La République du Burundi est membre de l'Agence Internationale de l'Energie Atomique depuis 2009, année d'adhésion ,
- Avec l'adoption du projet de loi nucléaire par le Conseil des Ministres du 20 avril 2022, la République du Burundi vient de mettre en place un cadre légal qui lui permettra de développer les applications pacifiques de l'énergie nucléaire dans divers domaines relatifs à l'énergie électrique, à la santé, à l'agriculture, l'environnement et autres Ainsi donc, cette Convention amendée prend référence à ladite loi nucléaire, surtout dans les articles relatifs a la promotion des sciences et techniques nucléaires ainsi que ceux relatifs à la lutte contre le terrorisme ,
- Etant donné que le vol des matières nucléaires, l'attaque terroriste ou l'acte de sabotage dans un pays peut facilement en affecter d'autres, quelle que soit la provenance des matières nucléaires en Afrique comme ailleurs, le Burundi a intérêt de ratifier cet amendement pour se solidariser avec la communauté internationale 'en cas d'incident ou accident radiologique ou nucléaire ,

2. Le préambule de la Convention est le suivant :

Les Etats parties à la présente Convention,

- Reconnaissant le droit de tous les Etats a développer et à utiliser les applications de l'énergie nucléaire à des fins pacifiques et leur intérêt légitime pour les avantages qui peuvent en découler ,

- **Convaincus** de la nécessité de faciliter la coopération internationale et le transfert de technologies nucléaires pour les applications pacifiques de l'énergie nucléaire ,
- **Ayant à l'esprit** que la protection physique est d'une importance vitale pour la protection de la paix et de la sécurité internationales et la promotion de relations de bon voisinage et d'amitié, et de la coopération entre les Etats ,
- **Considérant** qu'aux termes du Paragraphe 4 de l'article 2 de la Charte des Nations Unies, les « membres de l'Organisation s'abstiennent dans leurs relations internationales de recourir à la menace ou à l'emploi de la force, soit contre l'intégrité territoriale ou l'indépendance politique de tout Etat , soit de toute autre manière incompatible avec les buts des Nations Unies » ,
- **Rappelant** la Déclaration sur les mesures visant à éliminer le terrorisme international annexé à la résolution 49/60 adoptée par l'Assemblée générale des Nations Unies le 9 décembre 1994 ,
- **Désireux d'écarter** les risques qui pourraient découler du trafic illicite, de l'obtention et de l'usage illicites de matières nucléaires, et du sabotage de matières et installations nucléaires, et notant que la protection physique desdites matières et installations contre de tels actes est devenue un motif de préoccupations accrue aux niveaux national et international ,
- **Profondément préoccupés** par la multiplication dans le monde des actes de terrorisme sous toutes ses formes et manifestations et par menaces que font peser le terrorisme international et le crime organisé ,
- **Estimant** que la protection physique joue un rôle important d'appui aux objectifs de non-prolifération nucléaire et de la lutte contre le terrorisme ,
- **Désireux de contribuer** par le biais de la présente Convention à renforcer dans le monde entier la protection physique des matières nucléaires et des installations nucléaires utilisées à des fins pacifiques ,

Les Etats Parties se sont convenus un amendement à la Convention sur la Protection Physique des Matières Nucléaires composé de 16 articles

3 Importance de la Convention amendee CPPMN pour le Burundi

Etant donne que cette Convention vise la promotion des applications pacifiques de l'energie nucleaire, la ratification de son amendement est justifiee par le fait que

- Le Burundi est actuellement membre du Conseil des Gouverneurs de l'Agence International de l'Energie Atomique (AIEA) pour la periode allant de 2021 a 2023 ,
- Le Burundi a signe son deuxieme Programme Cadre National (PCN 2021- 2026) qui renforce les projets phares presentes par le Burundi dans ce domaine des applications pacifiques de l'energie nucleaire. Ledit PCN a ete conjointement signe par l'AIEA et le Burundi, en septembre 2021, en marge de la Conference Generale de l'AIEA ,
- Le Burundi a adhere au nouvel Accord Regional de Cooperation pour l'Afrique sur la Recherche, le Developpement et la Formation dans le Domaine de la Science et de la Technologie Nucleaires (AFRA), conformement a la lettre d'acceptation signee et envoyee a l'AIEA le 5 octobre 2020 Une fois adopte, ladite loi permettra la mise oeuvre de cet Accord dans tous les domaines a savoir la sante, l'agriculture, l'elevage, l'energie et autres ,
- Le projet national relatif a la mise en place d'un Centre de Lutte Contre le Cancer beneficiera d'une assistance de l'AIEA en termes de formation du personnel et equipements

4 Conclusion

De ce qui precede, il est demande au **Conseil des Ministres** d'approuver le Projet de Loi (en annexe) portant ratification par la Republique du Burundi de l'amendement de la convention sur la protection physique des matieres nucleaires, afin qu'il soit transmis au parlement pour adoption

Ainsi, notre pays se sera dote d'un cadre legal lui permettant de beneficier d'une assistance a l'echelle internationale en cas d'incident ou d'accident relatif a l'utilisation des sciences et technologies nucleaires et aux matieres nucleaires

**MINISTRE DES AFFAIRES ETRANGERES
ET DE LA COOPERATION AU DEVELOPPEMENT**

REPUBLIQUE DU BURUNDI



CABINET DU PRESIDENT

PROJET DE LOI N° 100.. .DU .. /... /2022 PORTANT RATIFICATION PAR LA
REPUBLIQUE DU BURUNDI DE L'AMENDEMENT DE LA CONVENTION SUR LA
PROTECTION PHYSIQUE DES MATIERES NUCLEAIRES.

LE PRESIDENT DE LA REPUBLIQUE,

Vu la Constitution de la République du Burundi ,

Le Conseil des ministres ayant délibéré ,

L'Assemblée nationale et le Sénat ayant adopté ,

PROMULGUE :

Article 1 l'amendement de la convention sur la protection physique des matières
nucléaires est ratifié par la République du Burundi

Article 2 La présente loi entre en vigueur le jour de sa promulgation

Fait à Gitega, le /... /2022

Evariste NDAYISHIMIYE

PAR LE PRESIDENT DE LA REPUBLIQUE,

VU ET SCELLE DU SCEAU DE LA REPUBLIQUE,

LE MINISTRE DE LA JUSTICE

Domine BANYANKIMBONA

REPUBLIQUE DU BURUNDI



CABINET DU PRESIDENT

**INSTRUMENT DE RATIFICATION PAR LA REPUBLIQUE DU BURUNDI DE
L'AMENDEMENT DE LA CONVENTION SUR LA PROTECTION PHYSIQUE DES
MATIERES NUCLEAIRES**

Nous, Evariste NDAYISHIMIYE ,

PRESIDENT DE LA REPUBLIQUE DU BURUNDI,

Ayant vu et examiné l'amendement de la Convention sur la Protection Physique des
Matières Nucléaires,

L'avons approuvé et l'approuvons en toutes et chacune de ses parties en vertu de
ses dispositions conformément à la législation en vigueur au Burundi ,

Declarons que cet amendement est accepté, ratifié et confirmé ,

Promettons qu'il sera intégralement et inviolablement observé

EN FOI DE QUOI, Nous avons donné le présent instrument de ratification revêtu du
sceau de la République

Fait à Gitega, le / /2022

Evariste NDAYISHIMIYE

PAR LE PRESIDENT DE LA REPUBLIQUE,

VU ET SCHELLE DU SCEAU DE LA REPUBLIQUE,

LE MINISTRE DE LA JUSTICE

Domine BANYANKIMBONA



IAEA

L'atome pour la paix et le développement

الوكالة الدولية للطاقة الذرية

国际原子能机构

International Atomic Energy Agency

Agence internationale de l'énergie atomique

Международное агентство по атомной энергии

Organismo Internacional de Energia Atomica

Vienna International Centre PO Box 100 1400 Vienna Austria

Phone (+43 1) 2600 • Fax (+43 1) 26007

Email Official Mail@iaea.org • Internet <http://www.iaea.org>

In reply please refer to

Dial directly to extension (+43 1) 2600 21503

CONVENTION SUR LA PROTECTION PHYSIQUE DES MATIÈRES NUCLÉAIRES

AMENDEMENT

Au nom du Directeur général de l'Agence internationale de l'énergie atomique (AIEA), depositaire de la Convention sur la protection physique des matières nucléaires (la Convention) adoptée le 26 octobre 1979, je certifie par la présente que le document ci-joint est une copie conforme et complète du texte original de l'amendement à la Convention.

~~L'amendement ci-joint a été adopté le 8 juillet 2005, à Vienne, lors de la conférence chargée d'examiner des projets d'amendements à la Convention qui s'est réunie du 4 au 8 juillet 2005 au Siège de l'AIEA~~

En vertu des dispositions de l'article 20.2 de la Convention, l'amendement susmentionné est entré en vigueur, le 8 mai 2016, le trentième jour après la date à laquelle les deux tiers des États parties ont déposé leurs instruments de ratification, d'acceptation ou d'approbation de l'amendement. Par la suite, l'amendement entre en vigueur pour tout autre État partie de la Convention le jour auquel cet État partie dépose son instrument de ratification, d'acceptation ou d'approbation de l'amendement.

Peri Lynne Johnson

Directrice et conseillère juridique

Bureau des affaires juridiques

le 27 mai 2022



IAEA

Atoms for Peace and Development

الوكالة الدولية للطاقة الذرية

国际原子能机构

International Atomic Energy Agency

Agence internationale de l'énergie atomique

Международное агентство по атомной энергии

Organismo Internacional de Energia Atomica

Vienna International Centre PO Box 100 1400 Vienna Austria

Phone (+43 1) 2600 • Fax (+43 1) 26007

Email Official Mail@iaea.org • Internet <http://www.iaea.org>

In reply please refer to

Dial directly to extension (+43 1) 2600-21265

CONVENTION ON THE PHYSICAL PROTECTION OF NUCLEAR MATERIAL

AMENDMENT

On behalf of the Director General of the International Atomic Energy Agency (IAEA), as the depositary for the Convention on the Physical Protection of Nuclear Material, adopted on 26 October 1979, I hereby certify that the attached document is a true and complete copy of the original of the Amendment to the Convention

The attached Amendment was adopted in Vienna, on 8 July 2005, at the Conference to Consider and Adopt Proposed Amendments to the Convention on the Physical Protection of Nuclear Material, which met at the IAEA's Headquarters from 4 to 8 July 2005

Pursuant to Article 20.2 of the Convention, the Amendment entered into force, on 8 May 2016, on the thirtieth day after the date on which two thirds of the States Parties to the Convention deposited their instruments of ratification, acceptance or approval of the Amendment. Thereafter, the Amendment shall enter into force for any other State Party to the Convention on the day on which that State Party deposits its instrument of ratification, acceptance or approval of the Amendment

Peri Lynne Johnson
Legal Advisor and Director
Office of Legal Affairs

27 May 2022

**Amendment to the Convention on the
Physical Protection of Nuclear Material**

تعديل اتفاقية الحماية المادية للمواد النووية

1- يستعاض عن عنوان اتفاقية الحماية المادية للمواد النووية، المعتمدة في 26 تشرين الأول/أكتوبر 1979، (ويشار إليها فيما يلي باسم "الاتفاقية") بالعنوان التالي

اتفاقية الحماية المادية للمواد النووية والمرافق النووية

2- يُستعاض عن ديباجة الاتفاقية بالنص التالي

إن الدول الأطراف في هذه الاتفاقية،

إذ تسلّم بحق جميع الدول في تطوير الطاقة النووية واستخدامها في الأغراض السلمية وبما لها من مصالح مشروعة في العوائد المحتملة التي يُنتظر حثيها من الاستخدام السلمي للطاقة النووية،

واقتراناً منها بالحاجة إلى تيسير التعاون الدولي ونقل التكنولوجيا النووية من أجل الاستخدام السلمي للطاقة النووية،

وإذ تضع في اعتبارها أن للحماية المادية أهمية حيوية بالنسبة لحماية صحة الجمهور وأمانه وحماية البيئة وحماية الأمن الوطني والدولي،

وإذ تضع في اعتبارها مقاصد ومبادئ ميثاق الأمم المتحدة المتعلقة بصون السلام والأمن الدوليين وتعزيز حسن الحوار وعلاقات الصداقة بين الدول والتعاون بينها،

وإذ تضع في اعتبارها أن الفقرة 4 من المادة 2 من ميثاق الأمم المتحدة تنص على أن "يمنع أعضاء الهيئة جميعاً في علاقاتهم الدولية عن التهديد باستعمال القوة أو استخدامها ضد سلامة الأراضي أو الاستقلال السياسي لأية دولة أو على أي وجه آخر لا يتفق ومقاصد الأمم المتحدة"،

وإذ تشير إلى الإعلان المتعلق بالتدابير الرامية إلى القضاء على الإرهاب الدولي، المرفق بقرار الجمعية العامة 60/49 المؤرخ 9 كانون الأول/ديسمبر 1994،

ورغبة منها في تلافى الأخطار المحتملة الناجمة عن الانتحار غير المشروع بالمواد النووية والاستيلاء على المواد النووية واستخدامها بصورة غير مشروعة وتخريب المواد النووية والمرافق النووية، وإذ تلاحظ أن الحماية المادية من هذه الأعمال أصبحت مصدر قلق وطني ودولي أشد،

وإذ تشعر بالقلق العميق من التصاعد العالمي لأعمال الإرهاب بجميع أشكاله ومظاهره، والتهديدات التي يشكلها الإرهاب الدولي والجريمة المنظمة،

وإذ تعتقد أن الحماية المادية تؤدي دوراً مهماً في دعم هدي عدم الانتشار النووي ومكافحة الإرهاب،

ورغبة منها في أن تسهم من خلال هذه الاتفاقية، على الصعيد العالمي، في تقوية الحماية المادية للمواد النووية والمرافق النووية المستخدمة في الأغراض السلمية،

Amendment to the Convention on the Physical Protection of Nuclear Material

1 The Title of the Convention on the Physical Protection of Nuclear Material adopted on 26 October 1979 (hereinafter referred to as "the Convention") is replaced by the following title

CONVENTION ON THE PHYSICAL PROTECTION OF NUCLEAR MATERIAL AND NUCLEAR FACILITIES

2 The Preamble of the Convention is replaced by the following text

THE STATES PARTIES TO THIS CONVENTION,

RECOGNIZING the right of all States to develop and apply nuclear energy for peaceful purposes and their legitimate interests in the potential benefits to be derived from the peaceful application of nuclear energy,

CONVINCED of the need to facilitate international co-operation and the transfer of nuclear technology for the peaceful application of nuclear energy,

BEARING IN MIND that physical protection is of vital importance for the protection of public health, safety, the environment and national and international security,

HAVING IN MIND the purposes and principles of the Charter of the United Nations concerning the maintenance of international peace and security and the promotion of good-neighbourliness and friendly relations and co-operation among States,

CONSIDERING that under the terms of paragraph 4 of Article 2 of the Charter of the United Nations, "All members shall refrain in their international relations from the threat or use of force against the territorial integrity or political independence of any state, or in any other manner inconsistent with the Purposes of the United Nations,"

RECALLING the Declaration on Measures to Eliminate International Terrorism, annexed to General Assembly resolution 49/60 of 9 December 1994,

DESIRING to avert the potential dangers posed by illicit trafficking, the unlawful taking and use of nuclear material and the sabotage of nuclear material and nuclear facilities, and noting that physical protection against such acts has become a matter of increased national and international concern,

DEEPLY CONCERNED by the worldwide escalation of acts of terrorism in all its forms and manifestations, and by the threats posed by international terrorism and organized crime,

BELIEVING that physical protection plays an important role in supporting nuclear non-proliferation and counter-terrorism objectives,

DESIRING through this Convention to contribute to strengthening worldwide the physical protection of nuclear material and nuclear facilities used for peaceful purposes,

CONVINCED that offences relating to nuclear material and nuclear facilities are a matter of grave concern and that there is an urgent need to adopt appropriate and effective measures, or to strengthen existing measures, to ensure the prevention, detection and punishment of such offences,

DESIRING to strengthen further international co-operation to establish, in conformity with the national law of each State Party and with this Convention, effective measures for the physical protection of nuclear material and nuclear facilities,

CONVINCED that this Convention should complement the safe use, storage and transport of nuclear material and the safe operation of nuclear facilities,

RECOGNIZING that there are internationally formulated physical protection recommendations that are updated from time to time which can provide guidance on contemporary means of achieving effective levels of physical protection,

RECOGNIZING also that effective physical protection of nuclear material and nuclear facilities used for military purposes is a responsibility of the State possessing such nuclear material and nuclear facilities, and understanding that such material and facilities are and will continue to be accorded stringent physical protection,

HAVE AGREED as follows:

3 In Article 1 of the Convention, after paragraph (c), two new paragraphs are added as follows

(d) "nuclear facility" means a facility (including associated buildings and equipment) in which nuclear material is produced, processed, used, handled, stored or disposed of, if damage to or interference with such facility could lead to the release of significant amounts of radiation or radioactive material,

(e) "sabotage" means any deliberate act directed against a nuclear facility or nuclear material in use, storage or transport which could directly or indirectly endanger the health and safety of personnel, the public or the environment by exposure to radiation or release of radioactive substances

4 After Article 1 of the Convention, a new Article 1A is added as follows

Article 1A

The purposes of this Convention are to achieve and maintain worldwide effective physical protection of nuclear material used for peaceful purposes and of nuclear facilities used for peaceful purposes, to prevent and combat offences relating to such material and facilities worldwide, as well as to facilitate co-operation among States Parties to those ends

5 Article 2 of the Convention is replaced by the following text

1 This Convention shall apply to nuclear material used for peaceful purposes in use, storage and transport and to nuclear facilities used for peaceful purposes, provided, however, that articles 3 and 4 and paragraph 4 of article 5 of this Convention shall only apply to such nuclear material while in international nuclear transport

2 The responsibility for the establishment, implementation and maintenance of a physical protection regime within a State Party rests entirely with that State

3 Apart from the commitments expressly undertaken by States Parties under this Convention, nothing in this Convention shall be interpreted as affecting the sovereign rights of a State

4 (a) Nothing in this Convention shall affect other rights, obligations and responsibilities of States Parties under international law, in particular the purposes and principles of the Charter of the United Nations and international humanitarian law

(b) The activities of armed forces during an armed conflict, as those terms are understood under international humanitarian law, which are governed by that law, are not governed by this Convention, and the activities undertaken by the military forces of a State in the exercise of their official duties, inasmuch as they are governed by other rules of international law, are not governed by this Convention

(c) Nothing in this Convention shall be construed as a lawful authorization to use or threaten to use force against nuclear material or nuclear facilities used for peaceful purposes

(d) Nothing in this Convention condones or makes lawful otherwise unlawful acts, nor precludes prosecution under other laws

5 This Convention shall not apply to nuclear material used or retained for military purposes or to a nuclear facility containing such material

6 After Article 2 of the Convention, a new Article 2A is added as follows

Article 2A

1 Each State Party shall establish, implement and maintain an appropriate physical protection regime applicable to nuclear material and nuclear facilities under its jurisdiction, with the aim of

- (a) protecting against theft and other unlawful taking of nuclear material in use, storage and transport,
- (b) ensuring the implementation of rapid and comprehensive measures to locate and, where appropriate, recover missing or stolen nuclear material; when the material is located outside its territory, that State Party shall act in accordance with article 5,
- (c) protecting nuclear material and nuclear facilities against sabotage, and
- (d) mitigating or minimizing the radiological consequences of sabotage

2 In implementing paragraph 1, each State Party shall

- (a) establish and maintain a legislative and regulatory framework to govern physical protection,
- (b) establish or designate a competent authority or authorities responsible for the implementation of the legislative and regulatory framework, and

- (c) take other appropriate measures necessary for the physical protection of nuclear material and nuclear facilities

3 In implementing the obligations under paragraphs 1 and 2, each State Party shall, without prejudice to any other provisions of this Convention, apply insofar as is reasonable and practicable the following Fundamental Principles of Physical Protection of Nuclear Material and Nuclear Facilities

FUNDAMENTAL PRINCIPLE A: *Responsibility of the State*

The responsibility for the establishment, implementation and maintenance of a physical protection regime within a State rests entirely with that State

FUNDAMENTAL PRINCIPLE B: *Responsibilities During International Transport*

The responsibility of a State for ensuring that nuclear material is adequately protected extends to the international transport thereof, until that responsibility is properly transferred to another State, as appropriate

FUNDAMENTAL PRINCIPLE C: *Legislative and Regulatory Framework*

The State is responsible for establishing and maintaining a legislative and regulatory framework to govern physical protection. This framework should provide for the establishment of applicable physical protection requirements and include a system of evaluation and licensing or other procedures to grant authorization. This framework should include a system of inspection of nuclear facilities and transport to verify compliance with applicable requirements and conditions of the license or other authorizing document, and to establish a means to enforce applicable requirements and conditions, including effective sanctions

FUNDAMENTAL PRINCIPLE D: *Competent Authority*

The State should establish or designate a competent authority which is responsible for the implementation of the legislative and regulatory framework, and is provided with adequate authority, competence and financial and human resources to fulfill its assigned responsibilities. The State should take steps to ensure an effective independence between the functions of the State's competent authority and those of any other body in charge of the promotion or utilization of nuclear energy.

FUNDAMENTAL PRINCIPLE E: *Responsibility of the License Holders*

The responsibilities for implementing the various elements of physical protection within a State should be clearly identified. The State should ensure that the prime responsibility for the implementation of physical protection of nuclear material or of nuclear facilities rests with the holders of the relevant licenses or of other authorizing documents (e.g., operators or shippers)

FUNDAMENTAL PRINCIPLE F: *Security Culture*

All organizations involved in implementing physical protection should give due priority to the security culture, to its development and maintenance necessary to ensure its effective implementation in the entire organization

FUNDAMENTAL PRINCIPLE G: *Threat*

The State's physical protection should be based on the State's current evaluation of the threat

FUNDAMENTAL PRINCIPLE H: *Graded Approach*

Physical protection requirements should be based on a graded approach, taking into account the current evaluation of the threat, the relative attractiveness, the nature of the material and

potential consequences associated with the unauthorized removal of nuclear material and with the sabotage against nuclear material or nuclear facilities

FUNDAMENTAL PRINCIPLE I *Defence in Depth*

The State's requirements for physical protection should reflect a concept of several layers and methods of protection (structural or other technical, personnel and organizational) that have to be overcome or circumvented by an adversary in order to achieve his objectives

FUNDAMENTAL PRINCIPLE J *Quality Assurance*

A quality assurance policy and quality assurance programmes should be established and implemented with a view to providing confidence that specified requirements for all activities important to physical protection are satisfied

FUNDAMENTAL PRINCIPLE K: *Contingency Plans*

Contingency (emergency) plans to respond to unauthorized removal of nuclear material or sabotage of nuclear facilities or nuclear material, or attempts thereof, should be prepared and appropriately exercised by all license holders and authorities concerned

FUNDAMENTAL PRINCIPLE L: *Confidentiality*

The State should establish requirements for protecting the confidentiality of information, the unauthorized disclosure of which could compromise the physical protection of nuclear material and nuclear facilities

-
4. ~~(a) The provisions of this article shall not apply to any nuclear material which the State Party reasonably decides does not need to be subject to the physical protection regime established pursuant to paragraph 1, taking into account the nature of the material, its quantity and relative attractiveness and the potential radiological and other consequences associated with any unauthorized act directed against it and the current evaluation of the threat against it~~
- (b) Nuclear material which is not subject to the provisions of this article pursuant to subparagraph (a) should be protected in accordance with prudent management practice
7. Article 5 of the Convention is replaced by the following text
1. States Parties shall identify and make known to each other directly or through the International Atomic Energy Agency their point of contact in relation to matters within the scope of this Convention
 2. In the case of theft, robbery or any other unlawful taking of nuclear material or credible threat thereof, States Parties shall, in accordance with their national law, provide co-operation and assistance to the maximum feasible extent in the recovery and protection of such material to any State that so requests. In particular
 - (a) a State Party shall take appropriate steps to inform as soon as possible other States, which appear to it to be concerned, of any theft, robbery or other unlawful taking of nuclear material or credible threat thereof, and to inform, where appropriate, the International Atomic Energy Agency and other relevant international organizations,
 - (b) in doing so, as appropriate, the States Parties concerned shall exchange information with each other, the International Atomic Energy Agency and other relevant

international organizations with a view to protecting threatened nuclear material, verifying the integrity of the shipping container or recovering unlawfully taken nuclear material and shall

- (i) co-ordinate their efforts through diplomatic and other agreed channels,
- (ii) render assistance, if requested,
- (iii) ensure the return of recovered nuclear material stolen or missing as a consequence of the above-mentioned events

The means of implementation of this co-operation shall be determined by the States Parties concerned

3 In the case of a credible threat of sabotage of nuclear material or a nuclear facility or in the case of sabotage thereof, States Parties shall, to the maximum feasible extent, in accordance with their national law and consistent with their relevant obligations under international law, co-operate as follows

- (a) if a State Party has knowledge of a credible threat of sabotage of nuclear material or a nuclear facility in another State, the former shall decide on appropriate steps to be taken in order to inform that State as soon as possible and, where appropriate, the International Atomic Energy Agency and other relevant international organizations of that threat, with a view to preventing the sabotage,
- (b) in the case of sabotage of nuclear material or a nuclear facility in a State Party and if in its view other States are likely to be radiologically affected, the former, without prejudice to its other obligations under international law, shall take appropriate steps to inform as soon as possible the State or the States which are likely to be radiologically affected and to inform, where appropriate, the International Atomic Energy Agency and other relevant international organizations, with a view to minimizing or mitigating the radiological consequences thereof,
- (c) if in the context of sub-paragraphs (a) and (b), a State Party requests assistance, each State Party to which a request for assistance is directed shall promptly decide and notify the requesting State Party, directly or through the International Atomic Energy Agency, whether it is in a position to render the assistance requested and the scope and terms of the assistance that may be rendered,
- (d) co-ordination of the co-operation under sub-paragraphs (a) to (c) shall be through diplomatic or other agreed channels. The means of implementation of this co-operation shall be determined bilaterally or multilaterally by the States Parties concerned

4 States Parties shall co-operate and consult, as appropriate, with each other directly or through the International Atomic Energy Agency and other relevant international organizations, with a view to obtaining guidance on the design, maintenance and improvement of systems of physical protection of nuclear material in international transport.

5 A State Party may consult and co-operate, as appropriate, with other States Parties directly or through the International Atomic Energy Agency and other relevant international

organizations, with a view to obtaining their guidance on the design, maintenance and improvement of its national system of physical protection of nuclear material in domestic use, storage and transport and of nuclear facilities

8 Article 6 of the Convention is replaced by the following text

1 States Parties shall take appropriate measures consistent with their national law to protect the confidentiality of any information which they receive in confidence by virtue of the provisions of this Convention from another State Party or through participation in an activity carried out for the implementation of this Convention. If States Parties provide information to international organizations or to States that are not parties to this Convention in confidence, steps shall be taken to ensure that the confidentiality of such information is protected. A State Party that has received information in confidence from another State Party may provide this information to third parties only with the consent of that other State Party.

2 States Parties shall not be required by this Convention to provide any information which they are not permitted to communicate pursuant to national law or which would jeopardize the security of the State concerned or the physical protection of nuclear material or nuclear facilities.

9 Paragraph 1 of Article 7 of the Convention is replaced by the following text

1 The intentional commission of

- (a) an act without lawful authority which constitutes the receipt, possession, use, transfer, alteration, disposal or dispersal of nuclear material and which causes or is likely to cause death or serious injury to any person or substantial damage to property or to the environment;
- (b) a theft or robbery of nuclear material,
- (c) an embezzlement or fraudulent obtaining of nuclear material,
- (d) an act which constitutes the carrying, sending, or moving of nuclear material into or out of a State without lawful authority;
- (e) an act directed against a nuclear facility, or an act interfering with the operation of a nuclear facility, where the offender intentionally causes, or where he knows that the act is likely to cause, death or serious injury to any person or substantial damage to property or to the environment by exposure to radiation or release of radioactive substances, unless the act is undertaken in conformity with the national law of the State Party in the territory of which the nuclear facility is situated,
- (f) an act constituting a demand for nuclear material by threat or use of force or by any other form of intimidation,
- (g) a threat
 - (i) to use nuclear material to cause death or serious injury to any person or substantial damage to property or to the environment or to commit the offence described in sub-paragraph (e), or

- (ii) to commit an offence described in sub-paragraphs (b) and (e) in order to compel a natural or legal person, international organization or State to do or to refrain from doing any act,
- (h) an attempt to commit any offence described in sub-paragraphs (a) to (e),
- (i) an act which constitutes participation in any offence described in sub-paragraphs (a) to (h),
- (j) an act of any person who organizes or directs others to commit an offence described in sub-paragraphs (a) to (h), and
- (k) an act which contributes to the commission of any offence described in sub-paragraphs (a) to (h) by a group of persons acting with a common purpose, such act shall be intentional and shall either
 - (i) be made with the aim of furthering the criminal activity or criminal purpose of the group, where such activity or purpose involves the commission of an offence described in sub-paragraphs (a) to (g), or
 - (ii) be made in the knowledge of the intention of the group to commit an offence described in sub-paragraphs (a) to (g)

shall be made a punishable offence by each State Party under its national law

10 After Article 11 of the Convention, two new articles, Article 11A and Article 11B, are added as follows.

Article 11A

None of the offences set forth in article 7 shall be regarded for the purposes of extradition or mutual legal assistance, as a political offence or as an offence connected with a political offence or as an offence inspired by political motives. Accordingly, a request for extradition or for mutual legal assistance based on such an offence may not be refused on the sole ground that it concerns a political offence or an offence connected with a political offence or an offence inspired by political motives

Article 11B

Nothing in this Convention shall be interpreted as imposing an obligation to extradite or to afford mutual legal assistance, if the requested State Party has substantial grounds for believing that the request for extradition for offences set forth in article 7 or for mutual legal assistance with respect to such offences has been made for the purpose of prosecuting or punishing a person on account of that person's race, religion, nationality, ethnic origin or political opinion or that compliance with the request would cause prejudice to that person's position for any of these reasons

11 After Article 13 of the Convention, a new Article 13A is added as follows.

Article 13A

Nothing in this Convention shall affect the transfer of nuclear technology for peaceful purposes that is undertaken to strengthen the physical protection of nuclear material and nuclear facilities

- 12 Paragraph 3 of Article 14 of the Convention is replaced by the following text

3 Where an offence involves nuclear material in domestic use, storage or transport, and both the alleged offender and the nuclear material remain in the territory of the State Party in which the offence was committed, or where an offence involves a nuclear facility and the alleged offender remains in the territory of the State Party in which the offence was committed, nothing in this Convention shall be interpreted as requiring that State Party to provide information concerning criminal proceedings arising out of such an offence

- 13 Article 16 of the Convention is replaced by the following text

1 A conference of States Parties shall be convened by the depositary five years after the entry into force of the Amendment adopted on 8 July 2005 to review the implementation of this Convention and its adequacy as concerns the preamble, the whole of the operative part and the annexes in the light of the then prevailing situation

2 At intervals of not less than five years thereafter, the majority of States Parties may obtain, by submitting a proposal to this effect to the depositary, the convening of further conferences with the same objective

-
- 14 Footnote ^b of Annex II of the Convention is replaced by the following text

^b Material not irradiated in a reactor or material irradiated in a reactor but with a radiation level equal to or less than 1 gray/hour (100 rads/hour) at one metre unshielded

- 15 Footnote ^c of Annex II of the Convention is replaced by the following text

^c Other fuel which by virtue of its original fissile material content is classified as Category I and II before irradiation may be reduced one category level while the radiation level from the fuel exceeds 1 gray/hour (100 rads/hour) at one metre unshielded

Amendement de la Convention sur la protection physique des matières nucléaires

1 Le Titre de la Convention sur la protection physique des matières nucléaires, adoptée le 26 octobre 1979 (ci-après dénommée 'la Convention') est remplacé par le titre suivant

CONVENTION SUR LA PROTECTION PHYSIQUE DES MATIÈRES NUCLÉAIRES ET DES INSTALLATIONS NUCLÉAIRES

2 Le préambule de la Convention est remplacé par le texte suivant :

LES ÉTATS PARTIES À LA PRÉSENTE CONVENTION,

RECONNAISSANT le droit de tous les États à développer et à utiliser les applications de l'énergie nucléaire à des fins pacifiques et leur intérêt légitime pour les avantages qui peuvent en découler,

CONVAINCUS de la nécessité de faciliter la coopération internationale et le transfert de technologies nucléaires pour les applications pacifiques de l'énergie nucléaire,

AYANT À L'ESPRIT que la protection physique est d'une importance vitale pour la protection de la santé du public, la sûreté, l'environnement et la sécurité nationale et internationale,

AYANT À L'ESPRIT les buts et principes de la Charte des Nations Unies concernant le maintien de la paix et de la sécurité internationales et la promotion de relations de bon voisinage et d'amitié, et de la coopération entre les États,

CONSIDÉRANT qu'aux termes du paragraphe 4 de l'article 2 de la Charte des Nations Unies, les « Membres de l'Organisation s'abstiennent, dans leurs relations internationales, de recourir à la menace ou à l'emploi de la force, soit contre l'intégrité territoriale ou l'indépendance politique de tout État, soit de toute autre manière incompatible avec les buts des Nations Unies »,

RAPPELANT la Déclaration sur les mesures visant à éliminer le terrorisme international annexée à la résolution 49/60 adoptée par l'Assemblée générale des Nations Unies le 9 décembre 1994,

DÉSIREUX d'écartier les risques qui pourraient découler du trafic illicite, de l'obtention et de l'usage illicites de matières nucléaires, et du sabotage de matières et installations nucléaires, et notant que la protection physique desdites matières et installations contre de tels actes est devenue un motif de préoccupation accrue aux niveaux national et international,

PROFONDÉMENT PRÉOCCUPÉS par la multiplication dans le monde entier des actes de terrorisme sous toutes ses formes et manifestations et par les menaces que font peser le terrorisme international et le crime organisé,

ESTIMANT que la protection physique joue un rôle important d'appui aux objectifs de non-prolifération nucléaire et de lutte contre le terrorisme,

DÉSIREUX de contribuer par le biais de la présente Convention à renforcer dans le monde entier la protection physique des matières nucléaires et des installations nucléaires utilisées à des fins pacifiques,

CONVAINCUS que les infractions relatives aux matières et installations nucléaires sont un motif de grave préoccupation et qu'il est urgent de prendre des mesures appropriées et efficaces, ou de renforcer les mesures existantes, pour assurer la prévention, la découverte et la répression de ces infractions,

DÉSIREUX de renforcer davantage la coopération internationale en vue de prendre, conformément à la législation nationale de chaque État partie et à la présente Convention, des mesures efficaces pour assurer la protection physique des matières et installations nucléaires,

CONVAINCUS que la présente Convention devrait compléter l'utilisation, l'entreposage et le transport sûrs des matières nucléaires et l'exploitation sûre des installations nucléaires,

RECONNAISSANT qu'il existe des recommandations formulées au niveau international en matière de protection physique, qui sont mises à jour périodiquement et peuvent fournir à tout moment des orientations quant aux moyens actuels de parvenir à des niveaux efficaces de protection physique,

RECONNAISSANT également que la protection physique efficace des matières nucléaires et des installations nucléaires utilisées à des fins militaires relève de la responsabilité de l'État possédant de telles matières nucléaires et installations nucléaires, et étant entendu que lesdites matières et installations font et continueront de faire l'objet d'une protection physique rigoureuse,

SONT CONVENU de ce qui suit

3 Dans l'article premier de la Convention, après le paragraphe c) sont ajoutés deux nouveaux paragraphes libellés comme suit

- d) Par 'installation nucléaire', il faut entendre une installation (y compris les bâtiments et équipements associés) dans laquelle des matières nucléaires sont produites, traitées, utilisées, manipulées, entreposées ou stockées définitivement, si un dommage causé à une telle installation ou un acte qui perturbe son fonctionnement peut entraîner le relâchement de quantités significatives de rayonnements ou de matières radioactives ,
- e) Par 'sabotage', il faut entendre tout acte délibéré dirigé contre une installation nucléaire ou des matières nucléaires en cours d'utilisation, en entreposage ou en cours de transport, qui est susceptible, directement ou indirectement, de porter atteinte à la santé et à la sécurité du personnel ou du public ou à l'environnement en provoquant une exposition à des rayonnements ou un relâchement de substances radioactives ,

4 Après l'Article premier de la Convention est ajouté un nouvel Article premier A libellé comme suit

Article premier A

Les objectifs de la présente Convention sont d'instaurer et de maintenir dans le monde entier une protection physique efficace des matières nucléaires utilisées à des fins pacifiques et des installations nucléaires utilisées à des fins pacifiques, de prévenir et de combattre les infractions concernant de telles matières et installations dans le monde entier, et de faciliter la coopération entre les États parties à cette fin

5 L'Article 2 de la Convention est remplacé par le texte suivant :

1 La présente Convention s'applique aux matières nucléaires utilisées à des fins pacifiques en cours d'utilisation, en entreposage et en cours de transport et aux installations nucléaires utilisées à des fins pacifiques, étant entendu, toutefois, que les dispositions des articles 3 et 4 et du paragraphe 4 de l'article 5 de la présente Convention ne s'appliquent à de telles matières nucléaires qu'en cours de transport nucléaire international

2 La responsabilité de l'élaboration, de la mise en œuvre et du maintien d'un système de protection physique sur le territoire d'un État partie incombe entièrement à cet État

3 Indépendamment des engagements expressément contractés par les États parties en vertu de la présente Convention, rien dans la présente Convention ne doit être interprété comme limitant les droits souverains d'un État

4 a) Rien dans la présente Convention ne modifie les autres droits, obligations et responsabilités qui découlent pour les États parties du droit international, en particulier des buts et principes de la Charte des Nations Unies et du droit humanitaire international

b) Les activités des forces armées en période de conflit armé, au sens donné à ces termes en droit humanitaire international, qui sont régies par ce droit ne sont pas régies par la présente Convention, et les activités menées par les forces armées d'un État dans l'exercice de leurs fonctions officielles, en tant qu'elles sont régies par d'autres règles de droit international, ne sont pas non plus régies par la présente Convention

c) Rien dans la présente Convention n'est considéré comme une autorisation licite de recourir ou de menacer de recourir à la force contre des matières ou des installations nucléaires utilisées à des fins pacifiques

d) Rien dans la présente Convention n'excuse ou ne rend licites des actes par ailleurs illicites, ni n'empêche l'exercice de poursuites en vertu d'autres lois.

5 La présente Convention ne s'applique pas à des matières nucléaires utilisées ou conservées à des fins militaires ou à une installation nucléaire contenant de telles matières

6 Après l'Article 2 de la Convention est ajouté un nouvel Article 2 A libellé comme suit

Article 2 A

1 Chaque État partie élabore, met en œuvre et maintient un système approprié de protection physique des matières et installations nucléaires sous sa juridiction ayant pour objectifs

- a) De protéger les matières nucléaires en cours d'utilisation, en entreposage et en cours de transport contre le vol et l'obtention illicite par d'autres moyens ,
- b) D'assurer l'application de mesures rapides et complètes destinées à localiser et, s'il y a lieu, récupérer des matières nucléaires manquantes ou volées , lorsque les matières sont situées en dehors de son territoire, cet État partie agit conformément aux dispositions de l'article 5 ,
- c) De protéger les matières et installations nucléaires contre le sabotage ,
- d) D'atténuer ou de réduire le plus possible les conséquences radiologiques d'un sabotage

2 Pour la mise en œuvre du paragraphe 1, chaque État partie

- a) Établit et maintient un cadre législatif et réglementaire pour régir la protection physique ,
- b) Crée ou désigne une ou plusieurs autorités compétentes chargées de mettre en œuvre le cadre législatif et réglementaire ,
- c) Prend toute autre mesure appropriée nécessaire pour assurer la protection physique des matières et installations nucléaires

3 Pour la mise en œuvre des obligations visées aux paragraphes 1 et 2, chaque État partie, sans préjudice des autres dispositions de la présente Convention, applique pour autant qu'il soit raisonnable et faisable les principes fondamentaux de protection physique des matières et installations nucléaires ci-après

PRINCIPE FONDAMENTAL A : *Responsabilité de l'État*

La responsabilité de l'élaboration, de la mise en œuvre et du maintien d'un système de protection physique sur le territoire d'un État incombe entièrement à cet État

PRINCIPE FONDAMENTAL B : *Responsabilités pendant un transport international*

La responsabilité d'un État pour assurer la protection adéquate des matières nucléaires s'étend au transport international de ces dernières jusqu'à ce qu'elle ait été transférée en bonne et due forme à un autre État, de manière appropriée

PRINCIPE FONDAMENTAL C : *Cadre législatif et réglementaire*

L'État est chargé d'établir et de maintenir un cadre législatif et réglementaire pour la protection physique. Ce cadre devrait inclure l'élaboration de prescriptions de protection physique pertinentes et la mise en place d'un système d'évaluation et d'agrément ou prévoir d'autres procédures pour la délivrance des autorisations. Il devrait en outre comporter un système d'inspection des installations nucléaires et du transport de matières nucléaires, destiné à

s'assurer que les prescriptions pertinentes et les conditions d'agrément ou des autres documents d'autorisation sont respectées et a mettre en place des moyens pour les faire appliquer, incluant des sanctions efficaces

PRINCIPE FONDAMENTAL D : *Autorité compétente*

L'État devrait créer ou désigner une autorité compétente chargée de mettre en œuvre le cadre législatif et réglementaire et dotée des pouvoirs, des compétences et des ressources financières et humaines adéquats pour assumer les responsabilités qui lui ont été confiées. L'État devrait prendre des mesures pour veiller à ce qu'il y ait une réelle indépendance entre les fonctions de l'autorité nationale compétente et celles de tout autre organisme chargé de la promotion ou de l'utilisation de l'énergie nucléaire.

PRINCIPE FONDAMENTAL E : *Responsabilité des détenteurs d'agréments*

Les responsabilités en matière de mise en œuvre des différents éléments composant le système de protection physique sur le territoire d'un État devraient être clairement définies. L'État devrait s'assurer que la responsabilité de la mise en œuvre de la protection physique des matières ou des installations nucléaires incombe en premier lieu aux détenteurs d'agréments pertinents ou d'autres documents d'autorisation (par exemple les exploitants ou les expéditeurs).

PRINCIPE FONDAMENTAL F : *Culture de sécurité*

Toutes les entités impliquées dans la mise en œuvre de la protection physique devraient accorder la priorité requise à la culture de sécurité, à son développement et à son maintien, nécessaires pour assurer sa mise en œuvre effective à tous les échelons de chacune de ces entités.

PRINCIPE FONDAMENTAL G : *Menace*

La protection physique dans un État devrait être fondée sur l'évaluation actuelle de la menace faite par l'État.

PRINCIPE FONDAMENTAL H : *Approche graduée*

Les prescriptions concernant la protection physique devraient être établies selon une approche graduée qui tienne compte de l'évaluation actuelle de la menace, de l'attractivité relative, de la nature des matières et des conséquences qui pourraient résulter de l'enlèvement non autorisé de matières nucléaires et d'un acte de sabotage contre des matières nucléaires ou des installations nucléaires.

PRINCIPE FONDAMENTAL I : *Défense en profondeur*

Les prescriptions nationales concernant la protection physique devraient être l'expression d'un concept reposant sur plusieurs niveaux et modalités de protection (qu'ils soient structurels ou techniques, concernant le personnel ou organisationnels) qui doivent être surmontés ou contournés par un agresseur pour atteindre ses objectifs.

PRINCIPE FONDAMENTAL J : *Assurance de la qualité*

Une politique et des programmes d'assurance de la qualité devraient être établis et mis en œuvre en vue d'assurer que les prescriptions définies pour toutes les activités importantes en matière de protection physique sont respectées.

PRINCIPE FONDAMENTAL K : *Plans d'urgence*

Des plans d'urgence destinés à répondre à un enlèvement non autorisé de matières nucléaires ou à un acte de sabotage visant des installations ou des matières nucléaires ou de tentatives en ce

sens devraient être préparés et testés de manière appropriée par tous les détenteurs d'autorisation et les autorités concernées.

PRINCIPE FONDAMENTAL L · Confidentialité

L'État devrait établir les prescriptions à respecter pour préserver la confidentialité des informations, dont la divulgation non autorisée pourrait compromettre la protection physique des matières et des installations nucléaires

4 a) Les dispositions du présent article ne s'appliquent pas à toute matière nucléaire dont l'État partie décide raisonnablement qu'elle n'a pas à être soumise au système de protection physique établi conformément au paragraphe 1, compte tenu de sa nature, de sa quantité et de son attractivité relative, des conséquences radiologiques potentielles et autres conséquences de tout acte non autorisé dirigé contre elle et de l'évaluation actuelle de la menace la concernant

b) Une matière nucléaire qui n'est pas soumise aux dispositions du présent article en vertu de l'alinéa a) devrait être protégée conformément à des pratiques de gestion prudente

7 L'Article 5 de la Convention est remplacé par le texte suivant

1 Les États parties désignent et s'indiquent mutuellement, directement ou par l'intermédiaire de l'Agence internationale de l'énergie atomique, leurs correspondants pour les questions relevant de la présente Convention

2 En cas de vol, de vol qualifié ou de toute autre obtention illicite de matières nucléaires, ou de menace vraisemblable d'un tel acte, les États parties apportent leur coopération et leur aide dans toute la mesure possible, conformément à leur législation nationale, pour la récupération et la protection desdites matières, à tout État qui en fait la demande. En particulier

- a) un État partie prend les dispositions nécessaires pour informer aussitôt que possible les autres États qui lui semblent concernés de tout vol, vol qualifié ou autre obtention illicite de matières nucléaires, ou de menace vraisemblable d'un tel acte, et pour informer, selon qu'il convient, l'Agence internationale de l'énergie atomique et les autres organisations internationales pertinentes,
- b) ce faisant, et selon qu'il convient, les États parties concernés échangent des informations entre eux ou avec l'Agence internationale de l'énergie atomique et les autres organisations internationales pertinentes afin de protéger les matières nucléaires menacées, de vérifier l'intégrité du conteneur de transport ou de récupérer les matières nucléaires illicitement enlevées, et
 - i) coordonnent leurs efforts par la voie diplomatique et par d'autres moyens prévus d'un commun accord,
 - ii) se prêtent assistance, si la demande en est faite,
 - iii) assurent la restitution des matières nucléaires volées ou manquantes qui ont été récupérées par suite des événements susmentionnés

Les modalités de mise en œuvre de cette coopération sont arrêtées par les États parties concernés

3 En cas d'acte de sabotage de matières nucléaires ou d'une installation nucléaire, ou de menace vraisemblable d'un tel acte, les États parties coopèrent dans toute la mesure possible,

conformément à leur législation nationale ainsi qu'aux obligations pertinentes qui leur incombent en vertu du droit international, selon les modalités suivantes

- a) si un État partie a connaissance d'une menace vraisemblable de sabotage de matières ou d'une installation nucléaires dans un autre État, il décide des dispositions à prendre pour en informer aussitôt que possible ce dernier et, selon qu'il convient, l'Agence internationale de l'énergie atomique et les autres organisations internationales pertinentes, afin d'empêcher le sabotage ,
- b) en cas de sabotage de matières ou d'une installation nucléaires dans un État partie et si celui-ci estime que d'autres États sont susceptibles d'être touchés par un événement de nature radiologique, sans préjudice des autres obligations qui lui incombent en vertu du droit international, il prend les dispositions nécessaires pour informer aussitôt que possible l'autre ou les autres États susceptibles d'être touchés par un événement de nature radiologique et, selon qu'il convient, l'Agence internationale de l'énergie atomique et les autres organisations internationales pertinentes, afin de réduire le plus possible ou d'atténuer les conséquences radiologiques de cet acte de sabotage ,
- c) si, compte tenu des alinéas a) et b), un État partie demande une assistance, chaque État partie auquel une telle demande est adressée détermine rapidement et fait savoir à celui qui requiert l'assistance, directement ou par l'intermédiaire de l'Agence internationale de l'énergie atomique, s'il est en mesure de fournir l'assistance requise, ainsi que la portée et les conditions de l'assistance qui pourrait être octroyée ,
- d) la coordination des activités de coopération visées aux alinéas a), b) et c) est assurée par la voie diplomatique et par d'autres moyens prévus d'un commun accord. Les modalités de mise en œuvre de cette coopération sont définies par les États parties concernés de manière bilatérale ou multilatérale

4 Les États parties coopèrent et se consultent, en tant que de besoin, directement ou par l'intermédiaire de l'Agence internationale de l'énergie atomique et d'autres organisations internationales pertinentes, en vue d'obtenir des avis sur la conception, le maintien et l'amélioration des systèmes de protection physique des matières nucléaires en cours de transport international.

5 Un État partie peut consulter les autres États parties et coopérer avec eux, en tant que de besoin, directement ou par l'intermédiaire de l'Agence internationale de l'énergie atomique et d'autres organisations internationales pertinentes, en vue d'obtenir leurs avis sur la conception, le maintien et l'amélioration de son système national de protection physique des matières nucléaires en cours d'utilisation, en entreposage et en cours de transport sur le territoire national et des installations nucléaires. --- - - - -

8 L'Article 6 de la Convention est remplacé par le texte suivant

1 Les États parties prennent les mesures appropriées compatibles avec leur législation nationale pour protéger le caractère confidentiel de toute information qu'ils reçoivent à titre confidentiel en vertu des dispositions de la présente Convention d'un autre État partie ou à l'occasion de leur participation à une activité exécutée en application de la présente Convention. Lorsque des États parties communiquent confidentiellement des informations à des

organisations internationales ou a des Etats qui ne sont pas parties a la presente Convention, des mesures sont prises pour faire en sorte que la confidentialité de ces informations soit protégée. Un Etat partie qui a reçu des informations a titre confidentiel d'un autre Etat partie ne communique ces informations à des tiers qu'avec le consentement de cet autre Etat partie.

2 Les États parties ne sont pas tenus par la présente Convention de fournir des informations que leur législation nationale ne permet pas de communiquer ou qui compromettraient leur sécurité nationale ou la protection physique des matières ou installations nucléaires.

9 Le paragraphe 1 de l'Article 7 de la Convention est remplacé par le texte suivant :

- 1 Le fait de commettre intentionnellement l'un des actes suivants .
 - a) le recel, la détention, l'utilisation, le transfert, l'altération, la cession ou la dispersion de matières nucléaires, sans l'autorisation requise, et entraînant ou pouvant entraîner la mort ou des blessures graves pour autrui ou des dommages substantiels aux biens ou à l'environnement ,
 - b) le vol simple ou le vol qualifié de matières nucléaires ,
 - c) le détournement ou toute autre appropriation induue de matières nucléaires ,
 - d) un acte consistant à transporter, envoyer ou déplacer des matières nucléaires vers ou depuis un Etat sans l'autorisation requise ,
 - e) un acte dirigé contre une installation nucléaire, ou un acte perturbant le fonctionnement d'une installation nucléaire, par lequel l'auteur provoque intentionnellement ou sait qu'il peut provoquer la mort ou des blessures graves pour autrui ou des dommages substantiels aux biens ou à l'environnement par suite de l'exposition à des rayonnements ou du relâchement de substances radioactives, à moins que cet acte ne soit entrepris en conformité avec le droit national de l'État partie sur le territoire duquel l'installation nucléaire est située ;
 - f) le fait d'exiger des matières nucléaires par la menace, le recours à la force ou toute autre forme d'intimidation ,
 - g) la menace .
 - i) d'utiliser des matières nucléaires dans le but de causer la mort ou des blessures graves à autrui ou des dommages substantiels aux biens ou à l'environnement ou de commettre l'infraction décrite à l'alinéa e) ; ou
 - ii) de commettre une des infractions décrites aux alinéas b) et e) dans le but de contraindre une personne physique ou morale, une organisation internationale ou un État a faire ou à s'abstenir de faire un acte ,
 - h) la tentative de commettre l'une des infractions décrites aux alinéas a) a e) ,
 - i) le fait de participer à l'une des infractions décrites aux alinéas a) à h) ,
 - j) le fait pour une personne d'organiser la commission d'une infraction visée aux alinéas a) a h) ou de donner l'ordre a d'autres personnes de la commettre ,

- k) un acte qui contribue à la commission de l'une des infractions décrites aux alinéas a) à h) par un groupe de personnes agissant de concert. Un tel acte est intentionnel et
- i) soit vise à faciliter l'activité criminelle ou à servir le but criminel du groupe, lorsque cette activité ou ce but supposent la commission d'une infraction visée aux alinéas a) à g) ;
 - ii) soit est fait en sachant que le groupe a l'intention de commettre une infraction visée aux alinéas a) à g) ,

est considéré par chaque Etat partie comme une infraction punissable en vertu de son droit national

- 10 Après l'Article 11 de la Convention sont ajoutés deux nouveaux articles, Article 11 A et Article 11 B libellés comme suit

Article 11 A

Aux fins de l'extradition ou de l'entraide judiciaire entre Etats parties, aucune des infractions visées à l'article 7 n'est considérée comme une infraction politique, ou connexe à une infraction politique, ou inspirée par des mobiles politiques. En conséquence, une demande d'extradition ou d'entraide judiciaire fondée sur une telle infraction ne peut être refusée pour la seule raison qu'elle concerne une infraction politique, une infraction connexe à une infraction politique ou une infraction inspirée par des mobiles politiques

Article 11 B

Aucune disposition de la présente Convention ne doit être interprétée comme impliquant une obligation d'extradition ou d'entraide judiciaire si l'Etat partie requis a des raisons sérieuses de croire que la demande d'extradition pour les infractions visées à l'article 7 ou la demande d'entraide concernant de telles infractions a été présentée aux fins de poursuivre ou de punir une personne pour des considérations de race, de religion, de nationalité, d'origine ethnique ou d'opinions politiques, ou que donner suite à cette demande porterait préjudice à la situation de cette personne pour l'une quelconque de ces considérations

- 11 Après l'Article 13 de la Convention est ajouté un nouvel Article 13 A libellé comme suit

Article 13 A

Rien dans la présente Convention n'affecte le transfert de technologie nucléaire à des fins pacifiques qui est entrepris en vue de renforcer la protection physique des matières et installations nucléaires

- 12 Le paragraphe 3 de l'Article 14 de la Convention est remplacé par le texte suivant :

3 Lorsqu'une infraction concerne des matières nucléaires en cours d'utilisation, en entreposage ou en cours de transport sur le territoire national et que tant l'auteur présumé de l'infraction que les matières nucléaires concernées demeurent sur le territoire de l'Etat partie où l'infraction a été commise, ou lorsqu'une infraction concerne une installation nucléaire et que l'auteur présumé de l'infraction demeure sur le territoire de l'Etat partie où l'infraction a été commise, rien dans la présente Convention n'est interprété comme impliquant pour cet Etat partie de fournir des informations sur les procédures pénales relatives à cette infraction

13 L'Article 16 de la Convention est remplacé par le texte suivant

1 Le dépositaire convoque une conférence des États parties cinq ans après l'entrée en vigueur de l'amendement adopté le 8 juillet 2005 afin d'examiner l'application de la présente Convention et de procéder à son évaluation en ce qui concerne le préambule, la totalité du dispositif et les annexes compte tenu de la situation existant à ce moment-là

2 Par la suite, à des intervalles de cinq ans au moins, la majorité des États parties peut obtenir la convocation de conférences ultérieures ayant le même objectif, en soumettant au dépositaire une proposition à cet effet.

14 La note ^b de l'annexe II de la Convention est remplacée par le texte suivant :

^b Matières non irradiées dans un réacteur ou matières irradiées dans un réacteur donnant un niveau de rayonnement égal ou inférieur à 1 gray/heure (100 rads/heure) à 1 mètre de distance sans écran

15 La note ^c de l'annexe II de la Convention est remplacée par le texte suivant

^c Les autres combustibles qui en vertu de leur teneur originelle en matières fissiles sont classés dans la catégorie I ou dans la catégorie II avant irradiation peuvent entrer dans la catégorie directement inférieure si le niveau de rayonnement du combustible dépasse 1 gray/heure (100 rads/heure) à 1 mètre de distance sans écran

Поправка к Конвенции о физической защите ядерного материала

1 Название Конвенции о физической защите ядерного материала, принятой 26 октября 1979 года (далее именуемой "Конвенция"), заменяется на следующее название

КОНВЕНЦИЯ О ФИЗИЧЕСКОЙ ЗАЩИТЕ ЯДЕРНОГО МАТЕРИАЛА И ЯДЕРНЫХ УСТАНОВОК

2 Преамбула Конвенции заменяется следующим текстом.

ГОСУДАРСТВА - УЧАСТНИКИ НАСТОЯЩЕЙ КОНВЕНЦИИ,

ПРИЗНАВАЯ право всех государств на развитие и применение атомной энергии в мирных целях и их законную заинтересованность в получении возможной пользы в результате применения атомной энергии в мирных целях,

БУДУЧИ УБЕЖДЕНЫ в необходимости способствовать международному сотрудничеству и передаче ядерной технологии в интересах применения атомной энергии в мирных целях,

ПРИНИМАЯ ВО ВНИМАНИЕ, что физическая защита имеет жизненно важное значение для охраны здоровья населения, безопасности, окружающей среды и национальной и международной безопасности,

УЧИТЫВАЯ цели и принципы Устава Организации Объединенных Наций, касающиеся поддержания международного мира и безопасности, а также содействия добрососедским и дружественным отношениям и сотрудничеству между государствами,

УЧИТЫВАЯ, что в соответствии с пунктом 4 статьи 2 Устава Организации Объединенных Наций "все члены Организации Объединенных Наций воздерживаются в их международных отношениях от угрозы силой или ее применения как против территориальной неприкосновенности, или политической независимости любого государства, так и каким-либо другим образом, несовместимым с целями Объединенных Наций",

ССЫЛАЯСЬ на Декларацию о мерах по ликвидации международного терроризма, содержащуюся в приложении к резолюции 49/60 Генеральной Ассамблеи от 9 декабря 1994 года,

ЖЕЛАЯ предотвратить потенциальную опасность в результате незаконного оборота, незаконного захвата и использования ядерного материала и саботажа в отношении ядерного материала и ядерных установок и отмечая, что физическая защита от таких действий стала предметом возросшего беспокойства на национальном и международном уровнях,

БУДУЧИ ГЛУБОКО ОБЕСПОКОЕНЫ всемирной эскалацией актов терроризма во всех его формах и проявлениях, а также угрозами, которые создают международный терроризм и организованная преступность,

ПОЛАГАЯ, что физическая защита играет важную роль в поддержке целей ядерного нераспространения и противодействия терроризму,

ЖЕЛАЯ посредством настоящей Конвенции способствовать укреплению во всем мире физической защиты ядерного материала и ядерных установок, используемых в мирных целях,

БУДУЧИ УБЕЖДЕНЫ в том, что правонарушения в отношении ядерного материала и ядерных установок являются предметом серьезного беспокойства и что существует острая необходимость в принятии соответствующих и эффективных мер или укреплении действующих мер, предусматривающих предотвращение и выявление таких правонарушений и наказание за них,

ЖЕЛАЯ и далее укреплять международное сотрудничество в целях разработки, в соответствии с национальным законодательством каждого государства-участника и с настоящей Конвенцией, эффективных мер по физической защите ядерного материала и ядерных установок,

БУДУЧИ УБЕЖДЕНЫ в том, что настоящая Конвенция должна служить дополнением безопасному использованию, хранению и перевозке ядерного материала, а также безопасной эксплуатации ядерных установок,

ПРИЗНАВАЯ, что существуют сформулированные на международном уровне рекомендации по обеспечению физической защиты, которые периодически обновляются и которые могут служить руководством в отношении современных средств достижения высоких уровней физической защиты,

ПРИЗНАВАЯ также, что обеспечение эффективной физической защиты ядерного материала и ядерных установок, используемых для военных целей, является обязанностью государства, располагающего таким ядерным материалом и такими ядерными установками, и понимая, что такой материал и такие установки находятся и будут по-прежнему находиться под строгой физической защитой,

СОГЛАСИЛИСЬ о нижеследующем.

- 3 В статье I Конвенции после пункта с) добавляются следующие два новых пункта
- d) “ядерная установка” означает установку, на которой осуществляется производство, переработка, использование, обработка, хранение или захоронение ядерного материала (включая связанные с ней здания и оборудование), если повреждение или вмешательство в эксплуатацию такой установки может привести к значительным выбросам излучений или радиоактивного материала,
 - e) “саботаж” означает любое преднамеренное действие в отношении ядерной установки или ядерного материала при его использовании, хранении или перевозке, которое может прямо или косвенно создать угрозу для здоровья и безопасности персонала, населения или окружающей среды в результате радиационного облучения или выброса радиоактивных веществ
- 4 После статьи I Конвенции добавляется следующая новая статья I A

Статья 1А

Цели настоящей Конвенции состоят в достижении и поддержании во всем мире эффективного уровня физической защиты ядерного материала, используемого в мирных целях, и ядерных установок, используемых в мирных целях, в противодействие правонарушениям, связанным с такими материалами и установками во всем мире, и борьбе с такими правонарушениями, а также в содействии сотрудничеству между государствами-участниками в достижении этих целей

5 Статья 2 Конвенции заменяется следующим текстом

1 Настоящая Конвенция применяется к ядерному материалу, используемому в мирных целях при использовании, хранении и перевозке, и к ядерным установкам, используемым в мирных целях, при условии, однако, что статьи 3 и 4 и пункт 4 статьи 5 настоящей Конвенции применяются только к ядерному материалу, находящемуся в процессе международной перевозки ядерного материала

2 Ответственность за создание, введение и поддержание режима физической защиты внутри государства-участника целиком возлагается на это государство

3 Помимо обязательств, специально принимаемых на себя государствами-участниками в соответствии с настоящей Конвенцией, ничто в настоящей Конвенции не истолковывается как затрагивающее суверенные права государства

4 а) Ничто в настоящей Конвенции не затрагивает других прав, обязательств и ответственности государств-участников в соответствии с международным правом, в частности в соответствии с целями и принципами Устава Организации Объединенных Наций и международным гуманитарным правом

б) Действия вооруженных сил во время вооруженного конфликта, как эти термины понимаются в международном гуманитарном праве, которые регулируются этим правом, не регулируются настоящей Конвенцией как не регулируются ею и действия, предпринимаемые вооруженными силами государства в целях осуществления их официальных функций, поскольку они регулируются другими нормами международного права

с) Ничто в настоящей Конвенции не толкуется как законное санкционирование применения силы или угрозы применения силы в отношении ядерного материала или ядерных установок, используемых в мирных целях.

д) Ничто в настоящей Конвенции не освобождает от ответственности за незаконные в иных отношениях действия, не делает их законными и не препятствует привлечению к ответственности на основании других законов

5 Настоящая Конвенция не применяется к ядерному материалу, используемому или сохраняемому для военных целей, или к ядерной установке, содержащей такой материал

6 После статьи 2 Конвенции добавляется следующая новая статья 2 А.

Статья 2А

1 Каждое государство-участник создает, вводит и поддерживает надлежащий режим физической защиты, применимый к ядерному материалу и ядерным установкам, находящимся под его юрисдикцией, с целью

- a) защиты от кражи и другого незаконного захвата ядерного материала при его использовании, хранении и перевозке,
- b) обеспечения осуществления оперативных и всеобъемлющих мер по обнаружению и, в надлежащих случаях, возвращению пропавшего или украденного ядерного материала, когда материал обнаружен вне его территории, государство-участник действует в соответствии со статьей 5,
- c) защиты ядерного материала и ядерных установок от саботажа, и
- d) смягчения или сведения к минимуму радиологических последствий саботажа

2 При осуществлении положений пункта 1 каждое государство-участник

- a) создает и поддерживает законодательную и регулируемую основу для регулирования физической защиты;
- b) учреждает или назначает компетентный орган или компетентные органы, ~~который(е) несет(ут) ответственность за реализацию законодательной и регулирующей основы, и~~
- c) принимает другие надлежащие меры, необходимые для физической защиты ядерного материала и ядерных установок

3 При выполнении обязательств, предусмотренных в пунктах 1 и 2, каждое государство-участник без ущерба для любых других положений настоящей Конвенции применяет, по мере приемлемости и возможности, следующие основополагающие принципы физической защиты ядерного материала и ядерных установок.

ОСНОВОПОЛАГАЮЩИЙ ПРИНЦИП А: *Ответственность государства*
Ответственность за создание, введение и поддержание режима физической защиты внутри государства целиком возлагается на это государство

ОСНОВОПОЛАГАЮЩИЙ ПРИНЦИП В: *Ответственность при международной перевозке*
Ответственность государства за обеспечение того, что ядерный материал в достаточной мере защищен, распространяется на его международную перевозку до того момента, пока эта ответственность в надлежащих случаях не передается должным образом другому государству

ОСНОВОПОЛАГАЮЩИЙ ПРИНЦИП С: *Законодательная и регулирующая основа*
Государство несет ответственность за создание и поддержание законодательной и регулирующей основы для регулирования физической защиты. Эта основа должна обеспечивать установление применимых требований физической защиты и включать систему оценки и лицензирования или другие процедуры для выдачи разрешений. Эта

основа должна включать систему инспектирования ядерных установок и транспортных средств для проверки соблюдения применимых требований и условий лицензии или другого санкционирующего документа, а также установить механизм обеспечения соблюдения применимых требований и условий, в том числе эффективные санкции

ОСНОВОПОЛАГАЮЩИЙ ПРИНЦИП D *Компетентный орган*

Государству следует учредить или назначить компетентный орган, который будет нести ответственность за реализацию законодательной и регулирующей основы и наделен надлежащими полномочиями, компетенцией и финансовыми и людскими ресурсами для выполнения порученных ему обязанностей. Государству следует предпринять шаги для обеспечения действенной независимости между функциями компетентного органа государства и функциями любого другого органа, занимающегося вопросами содействия применению или использования ядерной энергии

ОСНОВОПОЛАГАЮЩИЙ ПРИНЦИП E *Ответственность обладателей лицензий*

Следует четко определить обязанности по реализации различных элементов физической защиты в государстве. Государству следует обеспечить, чтобы основная ответственность за осуществление физической защиты ядерного материала и ядерных установок была возложена на обладателей соответствующих лицензий или других санкционирующих документов (например, на операторов или грузоотправителей)

ОСНОВОПОЛАГАЮЩИЙ ПРИНЦИП F *Культура физической безопасности*

Всем организациям, занимающимся вопросами осуществления физической защиты, следует уделять должное внимание культуре физической безопасности, ее развитию и поддержанию как необходимым факторам для ее эффективного осуществления во всей организации

ОСНОВОПОЛАГАЮЩИЙ ПРИНЦИП G *Угроза*

Государственную систему физической защиты следует основывать на проводимой государством оценке угрозы.

ОСНОВОПОЛАГАЮЩИЙ ПРИНЦИП H *Дифференцированный подход*

Требования к физической защите следует основывать на дифференцированном подходе, учитывая результаты последней оценки угрозы, относительную привлекательность, характер материала и возможные последствия, связанные с несанкционированным изъятием ядерного материала и с саботажем в отношении ядерного материала или ядерных установок.

ОСНОВОПОЛАГАЮЩИЙ ПРИНЦИП I *Глубокоэшелонированная защита*

В требованиях государства к физической защите следует отразить концепцию нескольких эшелонов и методов защиты (конструкционных или других инженерно-технических, кадровых и организационных), которые требуется преодолеть или обойти нарушителю для достижения своих целей

ОСНОВОПОЛАГАЮЩИЙ ПРИНЦИП J *Обеспечение качества*

В целях обеспечения уверенности в том, что требования, определенные для всех важных с точки зрения физической защиты видов деятельности, удовлетворены, следует установить и осуществлять политику и программы обеспечения качества

ОСНОВОПОЛАГАЮЩИЙ ПРИНЦИП K *Планы чрезвычайных мер*

В целях принятия ответных мер в случае несанкционированного изъятия ядерного материала или саботажа в отношении ядерных установок или ядерного материала или попыток таких действий должны быть подготовлены планы чрезвычайных мер (планы аварийных мероприятий), которые должны надлежащим образом прорабатываться всеми соответствующими обладателями лицензий и компетентными органами

ОСНОВОПОЛАГАЮЩИЙ ПРИНЦИП L. Конфиденциальность

Государству следует установить требования в отношении защиты конфиденциальности информации, несанкционированное раскрытие которой может поставить под угрозу физическую защиту ядерного материала и ядерных установок

4 а) Положения настоящей статьи не применяются к какому-либо ядерному материалу, на который, согласно обоснованному решению государства-участника, нет необходимости распространять действие режима физической защиты, созданного в соответствии с пунктом 1, принимая во внимание характер материала, его количество и относительную привлекательность и потенциальные радиологические и другие последствия, сопутствующие любому несанкционированному действию в отношении этого материала, а также текущую оценку угрозы в отношении него

б) Ядерный материал, который не подлежит действию положений настоящей статьи согласно пункту а), следует защищать в соответствии с рациональной практикой обращения

7 Статья 5 Конвенции заменяется следующим текстом

1 Государства-участники определяют свой пункт связи по вопросам, входящим в сферу действия настоящей Конвенции, и информируют об этом друг друга непосредственно или с помощью Международного агентства по атомной энергии

2. В случае кражи, захвата путем грабежа или какого-либо другого незаконного захвата ядерного материала или реальной угрозы таких действий государства-участники в соответствии со своим национальным законодательством обеспечивают максимальное сотрудничество и оказывают помощь в возвращении и защите такого материала любому государству, которое обращается с подобной просьбой В частности:

- а) государство-участник принимает соответствующие меры к тому, чтобы по возможности быстрее информировать другие государства, которых, по его мнению, это касается, относительно любой кражи, захвата путем грабежа или другого незаконного захвата ядерного материала или реальной угрозы таких действий, а также информировать, когда это необходимо, Международное агентство по атомной энергии и другие соответствующие международные организации,
- б) при этом, когда это необходимо, заинтересованные государства-участники обмениваются информацией друг с другом, Международным агентством по атомной энергии и другими соответствующими международными организациями в целях обеспечения защиты находящегося под угрозой ядерного материала, проверки целостности транспортного контейнера или возвращения незаконно захваченного ядерного материала и
- г) координируют свои усилия по дипломатическим и другим согласованным каналам,

- ii) оказывают помощь, если она запрашивается,
- iii) обеспечивают возврат полученного обратно украденного или пропавшего ядерного материала в результате вышеупомянутых событий

Способы осуществления такого сотрудничества определяются заинтересованными государствами-участниками

3 В случае реальной угрозы саботажа в отношении ядерного материала или ядерной установки или в случае саботажа в их отношении государства-участники в максимально возможной степени в соответствии со своим национальным законодательством и согласно своим соответствующим международным обязательствам по международному праву обеспечивают сотрудничество следующим образом

- a) если государству-участнику известно о реальной угрозе саботажа в отношении ядерного материала или ядерной установки в другом государстве, оно принимает решение о соответствующих мерах к тому, чтобы по возможности быстрее информировать об этой угрозе это государство, а также, когда это необходимо, Международное агентство по атомной энергии и другие соответствующие международные организации с целью предотвращения саботажа,
 - b) в случае саботажа в отношении ядерного материала или ядерной установки в государстве-участнике и если, по его мнению, под радиологическим воздействием могут оказаться другие государства, оно, без ущерба для своих других обязательств по международному праву, принимает соответствующие меры к тому, чтобы по возможности быстрее информировать государство или государства, которые могут оказаться под радиологическим воздействием, и информировать, когда это необходимо, Международное агентство по атомной энергии и другие соответствующие международные организации с целью сведения к минимуму или смягчения его радиологических последствий;
 - c) если в контексте положений подпунктов a) и b) государство-участник обращается с просьбой о помощи, каждое государство-участник, которому направляется просьба о помощи, безотлагательно принимает решение и сообщает запрашивающему государству-участнику, непосредственно или с помощью Международного агентства по атомной энергии, в состоянии ли оно предоставить запрашиваемую помощь, а также об объеме и условиях помощи, которая может быть предоставлена,
 - d) координация сотрудничества, касающегося положений подпунктов a)-c), осуществляется по дипломатическим или другим согласованным каналам
- Способы осуществления такого сотрудничества определяются заинтересованными государствами-участниками на двусторонней или многосторонней основе

4 Государства-участники надлежащим образом сотрудничают и проводят консультации друг с другом непосредственно или с помощью Международного агентства по атомной энергии и других соответствующих международных организаций в целях

получения рекомендаций относительно организации, эксплуатации и улучшения систем физической защиты ядерного материала в процессе международной перевозки

5 Государство-участник может надлежащим образом проводить консультации и сотрудничать с другими государствами-участниками непосредственно или с помощью Международного агентства по атомной энергии и других соответствующих международных организаций в целях получения их рекомендаций относительно организации, эксплуатации и улучшения его национальных систем физической защиты ядерного материала при его использовании, хранении и перевозке внутри государства, а также ядерных установок

8 Статья 6 Конвенции заменяется следующим текстом

1 Государства-участники принимают соответствующие меры, совместимые со своим национальным законодательством, для охраны секретности любой информации, которую они получают от другого государства-участника конфиденциально в силу положений настоящей Конвенции или в результате участия в деятельности, проводимой в целях осуществления настоящей Конвенции. Если государства-участники предоставляют информацию международным организациям или государствам, не являющимся участниками Конвенции, конфиденциально, то принимаются меры для обеспечения охраны секретности такой информации. Государство-участник, получившее от другого государства-участника информацию конфиденциально, может предоставлять такую информацию третьим сторонам только с согласия такого другого государства-участника

2 По условиям настоящей Конвенции от государств-участников не требуется предоставлять какую-либо информацию, которую они не имеют права распространять согласно национальному законодательству или которая может поставить под угрозу безопасность заинтересованного государства или физическую защиту ядерного материала или ядерных установок

9. Пункт 1 статьи 7 Конвенции заменяется следующим текстом:

1. Преднамеренное совершение

- a) без разрешения компетентных органов действия, такого, как получение, владение, использование, передача, видоизменение, уничтожение или распыление ядерного материала, которое влечет за собой или может повлечь смерть любого лица или причинить ему серьезное увечье, или причинить существенный ущерб собственности или окружающей среде,
- b) кражи ядерного материала или его захвата путем грабежа,
- c) присвоения или получения ядерного материала обманным путем,
- d) действия, которое представляет собой перенос, пересылку или перемещение ядерного материала в государство или из него без разрешения компетентных органов,
- e) действия в отношении ядерной установки или действия, представляющего собой вмешательство в эксплуатацию ядерной установки, когда правонарушитель преднамеренно причиняет смерть или серьезное увечье любому лицу или существенный ущерб собственности или окружающей среде в результате воздействия излучений или выброса радиоактивных веществ или когда

- правонарушителю известно, что это действие может причинить такие смерть, увечье или ущерб, если это действие не совершается в соответствии с национальным законодательством государства-участника, на территории которого находится эта ядерная установка,
- f) действия, которое представляет собой требование путем угрозы силой или применения силы или с помощью какой-либо другой формы запугивания о выдаче ядерного материала,
 - g) угрозы
 - i) использовать ядерный материал с целью повлечь смерть любого лица или причинить ему серьезное увечье, или причинить существенный ущерб собственности или окружающей среде, или совершить правонарушение, указанное в подпункте e), или
 - ii) совершить правонарушение, указанное в подпунктах b) и e), с целью вынудить физическое или юридическое лицо, международную организацию или государство совершить какое-либо действие или воздержаться от него,
 - h) попытки совершить какое-либо из правонарушений, указанных в подпунктах a)-e),
 - i) действия, такого, как участие в каком-либо из правонарушений, указанных в подпунктах a)-h),
 - j) действия любого лица, которое организует других лиц или руководит ими с целью совершения какого-либо из правонарушений, указанных в подпунктах a)-h),
 - k) действия, которое способствует совершению какого-либо из правонарушений, указанных в подпунктах a)-h), группой лиц, действующих с общей целью, такое действие является преднамеренным и совершается.
 - i) либо в целях поддержки преступной деятельности или преступных целей этой группы, когда такая деятельность или цель предполагает совершение одного из правонарушений, указанных в подпунктах a)-g),
 - ii) либо при осознании умысла этой группы совершить одно из правонарушений, указанных в подпунктах a)-g),

является правонарушением, наказуемым каждым государством-участником в рамках своего национального законодательства

10 После статьи 11 Конвенции добавляются две следующих новых статьи - статья 11 А и статья 11 В

Статья 11А

Ни одно из правонарушений, указанных в статье 7, не рассматривается для целей выдачи или взаимной правовой помощи как политическое правонарушение или правонарушение, связанное с политическим правонарушением, или правонарушение, совершенное по политическим мотивам. Вследствие этого связанная с таким правонарушением просьба о выдаче или взаимной правовой помощи не может быть отклонена лишь на том основании, что она касается политического правонарушения или правонарушения,

связанного с политическим правонарушением, или правонарушения, совершенного по политическим мотивам

Статья 11В

Ничто в настоящей Конвенции не толкуется как налагающее обязательство выдавать какое-либо лицо или оказывать взаимную правовую помощь, если запрашиваемое государство-участник имеет веские основания полагать, что просьба о выдаче в связи с правонарушениями, упомянутыми в статье 7, или о взаимной правовой помощи в отношении таких правонарушений имеет целью судебное преследование или наказание этого лица по причине его расы, вероисповедания, гражданства, этнического происхождения или политических убеждений или что удовлетворение этой просьбы нанесло бы ущерб положению этого лица по любой из этих причин

- 11 После статьи 13 Конвенции добавляется следующая новая статья 13 А

Статья 13А

Ничто в настоящей Конвенции не затрагивает передачи ядерной технологии для мирных целей, осуществляемой в интересах укрепления физической защиты ядерного материала и ядерных установок

- 12 Пункт 3 статьи 14 Конвенции заменяется следующим текстом

3 Если правонарушение касается ядерного материала во время его использования, хранения или перевозки внутри государства, а предполагаемый правонарушитель и ядерный материал остаются на территории государства-участника, на которой было совершено правонарушение, или если правонарушение касается ядерной установки и предполагаемый правонарушитель остается на территории государства-участника, на которой было совершено правонарушение, ничто в настоящей Конвенции не истолковывается как требование к государству-участнику предоставлять информацию относительно уголовного судебного разбирательства, вытекающего из такого правонарушения

- 13 Статья 16 Конвенции заменяется следующим текстом

1 По истечении пяти лет со дня вступления в силу поправки, принятой 8 июля 2005 года, депозитарий созывает конференцию государств-участников по рассмотрению вопроса о выполнении настоящей Конвенции и о соответствии ее преамбулы, всей постановляющей части и приложений требованиям существующей на данный момент ситуации

2 В дальнейшем не чаще одного раза в пять лет большинство государств-участников может созывать последующие конференции с той же целью, обратившись с соответствующим предложением к депозитарию

- 14 Сноска ^b приложения II к Конвенции заменяется следующим текстом

^b Материал, не облученный в реакторе, или материал, облученный в реакторе, но с уровнем излучения, равным или меньше 1 грей/ч (100 рад/ч) на расстоянии одного метра без защиты

- 15 Сноска ^c приложения II к Конвенции заменяется следующим текстом

^c Другое топливо, которое до облучения в силу первоначального состава делющихся изотопов отнесено к категории I и II, может быть понижено на одну категорию, если уровень излучения топлива превышает 1 грей/ч (100 рад/ч) на расстоянии одного метра без защиты

Enmienda de la Convención sobre la protección física de los materiales nucleares

1 El título de la Convención sobre la protección física de los materiales nucleares aprobada el 26 de octubre de 1979 (en adelante denominada "la Convención") queda sustituido por el siguiente título

CONVENCIÓN SOBRE LA PROTECCIÓN FÍSICA DE LOS MATERIALES NUCLEARES Y LAS INSTALACIONES NUCLEARES

2 El Preámbulo de la Convención queda sustituido por el texto siguiente

LOS ESTADOS PARTE EN LA PRESENTE CONVENCION,

RECONOCIENDO el derecho de todos los Estados a desarrollar y emplear la energía nuclear con fines pacíficos y su legítimo interés en los beneficios potenciales que pueden derivarse de los usos pacíficos de la energía nuclear,

CONVENCIDOS de la necesidad de facilitar la cooperación internacional y la transferencia de tecnología nuclear para emplear la energía nuclear con fines pacíficos,

CONSCIENTES de que la protección física reviste vital importancia para la protección de la salud y seguridad del público, el medio ambiente y la seguridad nacional e internacional,

TENIENDO PRESENTES los propósitos y principios de la Carta de las Naciones Unidas relativos al mantenimiento de la paz y la seguridad internacionales y a la promoción de la buena vecindad y de las relaciones de amistad y la cooperación entre los Estados,

CONSIDERANDO que, según lo dispuesto en el párrafo 4 del artículo 2 de la Carta de las Naciones Unidas, "[l]os Miembros [], en sus relaciones internacionales, se abstendrán de recurrir a la amenaza o al uso de la fuerza contra la integridad territorial o la independencia política de cualquier Estado, o en cualquier otra forma incompatible con los Propósitos de las Naciones Unidas",

RECORDANDO la Declaración sobre medidas para eliminar el terrorismo internacional, que figura en el anexo de la resolución 49/60 de la Asamblea General, de 9 de diciembre de 1994,

DESEANDO conjurar los peligros que podrían plantear el tráfico, la apropiación y el uso ilícitos de materiales nucleares y el sabotaje de materiales nucleares e instalaciones nucleares, y observando que la protección física contra tales actos ha pasado a ser objeto de mayor preocupación nacional e internacional,

HONDAMENTE PREOCUPADOS por la intensificación en todo el mundo de los actos de terrorismo en todas sus formas y manifestaciones, y por las amenazas que plantean el terrorismo internacional y la delincuencia organizada,

CONSIDERANDO que la protección física desempeña un papel importante en el apoyo a los objetivos de no proliferación nuclear y de lucha contra el terrorismo,

DESEANDO contribuir con la presente Convención a fortalecer en todo el mundo la protección física de los materiales nucleares e instalaciones nucleares que se utilizan con fines pacíficos,

CONVENCIDOS de que los delitos que puedan cometerse en relación con los materiales nucleares e instalaciones nucleares son motivo de grave preocupación, y de que es necesario adoptar con urgencia medidas apropiadas y eficaces, o fortalecer las ya existentes, para garantizar la prevención, el descubrimiento y el castigo de tales delitos,

DESEANDO fortalecer aun más la cooperación internacional para establecer medidas efectivas de protección física de los materiales nucleares e instalaciones nucleares, de conformidad con la legislación nacional de cada Estado Parte y con las disposiciones de la presente Convención,

CONVENCIDOS de que la presente Convención debería complementar la utilización, el almacenamiento y el transporte seguros de los materiales nucleares y la explotación segura de las instalaciones nucleares,

RECONOCIENDO que existen recomendaciones sobre protección física formuladas al nivel internacional que se actualizan con cierta frecuencia y que pueden proporcionar orientación sobre los medios contemporáneos para alcanzar niveles eficaces de protección física,

RECONOCIENDO además que la protección física eficaz de los materiales nucleares y las instalaciones nucleares utilizados con fines militares es responsabilidad del Estado que posee esas instalaciones nucleares y materiales nucleares, y en el entendimiento de que dichos materiales e instalaciones son y seguirán siendo objeto de una protección física rigurosa,

HAN CONVENIDO en lo siguiente

- 3 En el artículo 1 de la Convención, después del párrafo c), se añaden los dos nuevos párrafos siguientes:
- d) Por "instalación nuclear" se entiende una instalación (incluidos los edificios y el equipo relacionados con ella) en la que se producen, procesan, utilizan, manipulan o almacenan materiales nucleares o en la que se realiza su disposición final, si los daños o interferencias causados en esa instalación pudieran provocar la emisión de cantidades importantes de radiación o materiales radiactivos,
 - e) Por "sabotaje" se entiende todo acto deliberado cometido en perjuicio de una instalación nuclear o de materiales nucleares objeto de uso, almacenamiento o transporte, que pueda entrañar directa o indirectamente un peligro para la salud y la seguridad del personal, el público o el medio ambiente por exposición a las radiaciones o a la emisión de sustancias radiactivas
- 4 Después del artículo 1 de la Convención, se añade un nuevo artículo 1 A, que reza como sigue

Artículo 1 A

Los objetivos de la presente Convención consisten en lograr y mantener en todo el mundo una protección física eficaz de los materiales nucleares y las instalaciones nucleares utilizados con fines pacíficos, prevenir y combatir en todo el mundo los delitos relacionados con tales materiales e instalaciones, y facilitar la cooperación entre los Estados Parte a esos efectos

5 El artículo 2 de la Convención queda sustituido por el texto siguiente

1. La presente Convención se aplicará a los materiales nucleares utilizados con fines pacíficos cuando sean objeto de uso, almacenamiento y transporte y a las instalaciones nucleares utilizadas con fines pacíficos, con la salvedad, empero, de que las disposiciones de los artículos 3 y 4 y del párrafo 4 del artículo 5 de la presente Convención se aplicarán únicamente a dichos materiales nucleares mientras sean objeto de transporte nuclear internacional

2 El establecimiento, la aplicación y el mantenimiento de un régimen de protección física en el territorio de un Estado Parte es responsabilidad exclusiva de ese Estado

3 Aparte de los compromisos que los Estados Parte hayan asumido explícitamente con arreglo a la presente Convención, ninguna disposición de la misma podrá interpretarse de modo que afecte a los derechos soberanos de un Estado

4. a) Nada de lo dispuesto en la presente Convención menoscabará los demás derechos, obligaciones y responsabilidades de los Estados Parte estipulados en el derecho internacional, en particular los propósitos y principios de la Carta de las Naciones Unidas y el derecho humanitario internacional

b) Las actividades de las fuerzas armadas durante un conflicto armado, según se entienden estos términos en el derecho humanitario internacional, que se rijan por este derecho, no estarán regidas por la presente Convención, y las actividades realizadas por las fuerzas militares de un Estado en el desempeño de sus funciones oficiales, en la medida en que se rijan por otras normas del derecho internacional, no estarán regidas por esta Convención

c) Nada de lo dispuesto en la presente Convención se interpretará como una autorización legal para el uso o la amenaza del uso de la fuerza en perjuicio de materiales nucleares o instalaciones nucleares utilizados con fines pacíficos

d) Nada de lo dispuesto en la presente Convención aprueba ni legitima actos de otro modo ilícitos, ni impide el procesamiento judicial en virtud de otras leyes

5. La presente Convención no se aplicará a los materiales nucleares utilizados o retenidos para fines militares ni a una instalación nuclear que contenga ese tipo de materiales.